



Non aux attaques contre les travailleurs !

Augmentation des salaires et interdiction des licenciements !

Le 1er mai, près de 300 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour la journée internationale de lutte des travailleurs, rappelant que seule notre solidarité permet de faire face aux attaques patronales. Une mobilisation que certains aimeraient bien voir disparaître ! L'ex-Premier ministre Gabriel Attal, en campagne, a ainsi déclaré : « Le droit du travail empêche trop souvent le droit au travail. »

Sous le capitalisme, on meurt du travail

Mais de quel « droit au travail » parle-t-il ? Celui de travailler plus longtemps, dans des conditions plus dures, avec moins de protections et davantage de risques ?

Le 17 avril, un intérimaire de 22 ans a été happé par une machine et un stagiaire de 15 ans écrasé par un chariot élévateur. En 2025, 1 297 travailleurs sont morts en France du fait de leur activité professionnelle, soit plus de trois par jour. Depuis janvier 2026, douze cheminots se sont suicidés, révélant l'ampleur des souffrances psychiques liées au travail. Voilà ce que recouvre ce « droit au travail » dans la bouche de ceux qui ne travaillent pas.

Toujours plus d'exploitation, toujours plus de profits

Pendant ce temps, la campagne présidentielle s'ouvre et les déclarations pro-patronales, mais surtout anti-ouvrières, se multiplient. Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, le ventre encore plein de son récent déjeuner au Medef, propose de porter la durée du travail de 35 à 37 heures par semaine, ce qui ajouterait deux heures de travail hebdomadaire pour ceux qui travaillent à l'horaire légal et sucrerait deux heures supplémentaires à ceux qui sont obligés de travailler plus.

Pourquoi faudrait-il travailler plus, comme le voudraient la droite et l'extrême droite, alors que les licenciements se multiplient ? Alors que des millions de travailleurs sont déjà privés d'emploi, avec toutes les galères que cela implique, à commencer par la mise à l'écart d'une partie de la vie sociale ?

Les 2 000 ouvriers de Stellantis Poissy, menacés par la fermeture de leur site, apprécieront – comme tous ceux touchés par les plans de licenciements, de Nestlé à ArcelorMittal, en passant par Novasco ou Vencorex, ainsi que leurs sous-traitants.

C'est que la logique du patronat consiste à licencier à tour de bras et à intensifier le travail pour celles et ceux qui restent, afin d'augmenter des profits déjà colossaux. En 2025, les entreprises du CAC 40 ont versé un record de 107,5 milliards d'euros de dividendes.

Il faut interdire les licenciements et augmenter les salaires !

Le travail ne manque pas ! Nous en faisons déjà trop, dans des conditions épuisantes. Ce dont nous avons besoin, c'est de travailler moins longtemps, sans perte de salaire, et de partager le travail entre tous pour en finir avec le chômage.

Il faut aussi augmenter les salaires : il n'y a aucune raison pour que tous ceux qui galéraient déjà à cause des bas salaires subissent une hausse des prix de l'énergie et des produits essentiels, conséquence de la concurrence capitaliste sauvage, qui débouche inévitablement sur des guerres commerciales et des guerres tout court. Et, pendant que nous tirons le diable par la queue, des groupes comme Total accumulent des profits record.

Mais rien ne viendra d'en haut. Seule notre organisation collective, dans les usines, les hôpitaux, les bureaux, sur les chantiers, pourra aboutir à une lutte d'ensemble pour imposer, face à l'offensive générale du patronat, hausses de salaire, interdiction des licenciements et réduction du temps de travail.

Premiers concernés, derniers informés... Suite

Depuis quelques semaines, nous voyons dans les bureaux du Pecq des personnes prendre des mesures et compter le nombre de bureaux. On imagine que c'est lié au déménagement de Nanterre PVC, mais comme la direction se garde bien de nous donner la moindre information, cela entraîne un climat anxio-gène. Car à la fin, c'est nous qui allons subir ces réorganisations au détriment de nos conditions de travail.

Galères ordinaires

Ces dernières semaines, il est difficile de travailler sur MySIG : plantages, écrans noirs et erreurs non gérées sont le quotidien des cartographes. Des changements de serveurs informatiques seraient à l'origine des bugs. Au final, la solution a été d'augmenter le nombre de processeurs. Bien évidemment, encore une fois, la direction avait juste investi au rabais ! On est habitué, nos galères, elle s'en moque.

L'abus de travail est dangereux pour la santé

Le 28 avril, c'était la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail. L'Organisation internationale du travail a publié un rapport à cette occasion : les risques psychosociaux (stress, harcèlement, journées de travail trop longues, etc.) tuent au moins 840 000 personnes par an dans le monde. Pas étonnant, quand près d'un travailleur sur quatre a déjà subi des violences ou du harcèlement, et que plus d'un sur trois travaille au-delà de 48 heures par semaine. Une course absurde, dans un monde où 186 millions de travailleurs sont privés d'emploi et qui n'a d'autre motivation que la course aux profits !

Nestlé : licenciements massifs malgré des milliards de profits

Neuf milliards d'euros de bénéfices en un an, ce n'est visiblement pas assez pour Nestlé. Alors que l'entreprise a largement les moyens de préserver les emplois et les salaires, en France, environ 180 postes vont disparaître, en achats et en logistique. Ce n'est qu'une partie d'un plan beaucoup plus brutal : 16 000 suppressions de postes annoncées à l'échelle mondiale. Autant de travailleurs condamnés au chômage pendant que le groupe continue d'engranger des milliards.

Circulez à prix d'or, y'a rien à voir !

Selon un document interne du gouvernement, les marges brutes des distributeurs de carburants ont augmenté de plus de 10 % depuis le début de la guerre au Moyen-Orient. Le 19 avril dernier, la

porte-parole du gouvernement, avait pourtant assuré avec aplomb qu'aucune « hausse indue » n'avait été « observée » depuis le début de la crise. Le ministre délégué au pouvoir d'achat disait encore que les distributeurs « jouaient le jeu ». Le jeu du profit oui, en faisant les poches de ceux qui doivent prendre la voiture pour aller travailler !

Haute-Loire : cachez ce racisme que je ne saurais voir

Le 19 avril dernier, à Espaly-Saint-Michel, un retraité tirait à la carabine à plomb sur des enfants qui jouaient au ballon en criant : « Dehors les nègres et les Arabes. » Interpellé peu après, il ressortait libre du commissariat du Puy-en-Velay. Selon les policiers, rien dans les déclarations des témoins et des victimes ne venait accréditer la thèse d'un acte raciste. Et pour cause ! Selon le père d'un enfant visé, les injures racistes proférées par le tireur ont tout simplement disparu de sa déposition et de celle de son fils. Une manière pour les flics de montrer qu'ils sont d'accord avec le tireur ?

Un travailleur marocain sans papiers expulsé travaillait... pour la famille Le Pen

Un jardinier marocain sans papiers a été expulsé vers le Maroc par le préfet des Hauts-de-Seine après avoir séjourné dans un centre de rétention administrative. En France depuis 2017, il travaillait pour la famille Le Pen, et plus précisément pour Jany, veuve du fondateur du Front national et mère de Marine Le Pen. Dénoncer publiquement les migrants sans papiers n'empêche nullement de les surexploiter discrètement à domicile. À noter dans cette affaire le rôle joué par le préfet du département, Alexandre Brugère, qui se vante de faire la chasse aux migrants. Dans un document remis aux élus un an après son arrivée à la tête de la préfecture, en 2024, Brugère se félicitait d'avoir mis un « coup de frein » en réduisant les régularisations de 62 % dans son département, fait exploser les refus de 1 250 % et augmenté les expulsions de 41 %.

Gaza : Israël utilise l'eau comme « arme punitive »

Selon un rapport de Médecins sans frontières, les autorités israéliennes utilisent l'accès à l'eau comme une « arme » contre la population gazaouie dans le cadre d'une « campagne punitive collective ». Israël a en effet détruit ou endommagé près de 90 % des infrastructures d'eau et d'assainissement. De plus, ses troupes bloquent constamment l'entrée des équipements liés à l'eau dans le territoire palestinien. Une stratégie qui, comme le dit le rapport, « fait partie intégrante du génocide perpétré par Israël ».